LE GRAND ET SOMPTUEUX CANADA

ALAN MACEACHERN enseigne l'histoire à l'Université Western Ontario et il est directeur de NICHE : Network in Canadian History & Environment – http://niche-canada.org.

RÉSUMÉ

Le Canada est passé d'un pays de neuf cents mille kilomètres carrés lors de sa création à un pays de neuf millions mètres carrés un peu plus de dix ans plus tard. Cet article passe en revue les débats parlementaires du temps de la Confédération, et plus particulièrement, les discussions entourant l'acquisition du Nord-Ouest vers la fin des années 1860 et de l'Arctique vers la fin des années 1870, dans le but d'examiner comment les politiciens canadiens concevaient l'expansion territoriale.

Devant lui s'étendait sur une distance incommensurable un grand et plus somptueux Canada – le chemin de l'empire et le jardin du monde. – Charles Mair, écrivant dans le Nord-Ouest, 1869.

Les écrivains des dernières décennies ont eu tendance à incorrectement citer « plus grand » au lieu de « grand », diluant par inadvertance l'observation de Mair selon laquelle le Canada, avant l'expansion, n'était pas grand.[1]

Une des choses les plus difficiles à accomplir lors de l'enseignement de l'histoire canadienne est de faire comprendre aux étudiants que notre nation est à la fois vieille et jeune. D'une part, cela implique de sensibiliser les jeunes à l'expérience des Premières Nations alors que ceux-ci vivaient loin dans le nord de l'Amérique du Nord et à l'intérêt intermittent puis grandissant des Européens envers ce territoire durant le dernier millénaire, et d'une autre part, de transmettre l'importance qu'une pléthore de décisions et de hasards s'étant produit dans un passé plus récent a eu sur la création de ce pays comme nous le concevons aujourd'hui. Le 150e anniversaire de la Confédération peut nous être d'une importante aide lors de cet exercice en nous donnant une occasion de démontrer que la forme et même l'existence du Canada étaient loin d'être inévitables, mais qu'elles sont plutôt le produit de circonstances immédiates et de considérations souvent à court terme de l'époque de la Confédération.

Rien n'illustre ceci mieux que la croissance remarquable de la forme *physique* du Canada lors de ses premières années : passant d'une terre de neuf cents mille kilomètres carrés lors de sa création à un territoire de neuf millions de kilomètres carrés un peu plus de dix ans plus tard. Le Canada a acheté la Terre de Rupert en 1868, et cette même année, les Territoires du Nord-Ouest lui ont été offerts – une région légèrement plus grande que l'Australie, c'était une acquisition spectaculaire pour une nation âgée d'un an. Trois ans plus tard, la Colombie-Britannique a été annexée et deux ans plus tard,

ce fut le tour de l'Île-du-Prince-Édouard. En 1878, le Canada a reçu les terres de l'Arctique appartenant à la Grande-Bretagne, un cadeau de taille incertaine qui se révéla être d'un autre million de kilomètres carrés. Au moment où le Canada entamait son adolescence, ses poussées de croissance en ont fait de lui une des plus grandes nations au monde. Aujourd'hui, près de 150 ans plus tard, la population canadienne, qui compte pour 0.5 % de la totalité de la population mondiale, possède 6.7 % de la masse territoriale de notre planète et, à cause de l'affluence découlant de cette inégalité, il convient d'enseigner ou de rappeler aux Canadiens comment cette grande expansion s'est produite.

Promise of Eden : The Canadian Expansionist Movement and the Idea of the West 1856-1900 par Doug Owram est, selon moi, le meilleur guide dont nous disposons sur l'expansion de cette époque, saisissant comment le Nord-Ouest est venu à être considéré comme une région destinée à l'agriculture, et donc vouée à l'immigration, et donc à la croissance démographie, et, ainsi, à ce que le Canada devienne une puissance globale.[2] Mais Owram se concentre essentiellement sur les avis des journalistes, des scientifiques, des poètes et autres écrivains, omettant largement les opinions des politiciens. De plus, le livre ne comporte pas de discussion sur la politique ; la Confédération est à peine mentionnée. J'ai récemment lu les débats s'étant produits à la Chambre des communes et au Sénat de 1867 à 1881, maintenant en ligne, afin d'examiner ce que les politiciens fédéraux pensaient à propos de l'expansion territoriale, dans la théorie et en pratique.[3] Et plus précisément, est-ce que l'on peut considérer que leurs opinions ont évolué pendant la décennie menant de l'acquisition du Nord-Ouest (1968) aux les débats à propos de l'Arctique en 1878 ? Ces individus n'étaient pas des Canadiens moyens et leurs déclarations n'étaient pas spontanées ou impartiales, mais leurs discours peuvent nous donner une idée plus représentative et pertinente au niveau politique de l'opinion des Canadiens que ne le font les écrivains d'Owram.[4]

À compter de la toute première session du Parlement en automne 1867, l'acquisition du Nord-Ouest a été un sujet de controverse. (Cependant, il est intéressant de noter que le terme « expansion » et ses variantes ont été rarement employés, étant plutôt réservés aux discussions sur la circulation de la devise ou du crédit, ou de l'économie au sens plus globale). Le désir de la Grande-Bretagne d'aider durant le transfert du Nord-Ouest était un catalyseur, mais l'acquisition de l'Alaska par les États-Unis l'était aussi – cette entente ayant été signé quelques heures après la signature de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique par la Reine Victoria. Charles Fisher, politicien du Nouveau-Brunswick, avait raconté qu'un ami américain l'avait averti que « Si vous ne vous rendez pas bientôt là-haut, nous nous emparerons du sol en squatteurs » ![5] Le ministre des Travaux publics William McDougall que puisque « Le gouvernement américain, qui paie des sommes énormes pour acheter des régions couvertes de glaces, combien ne payerait-il pas davantage pour acquérir cette étendue fertile… ».[6] Mais le gouvernement de Macdonald a démontré avec confiance qu'il était capable de battre ses rivaux américains à leur propre jeu, en adoptant leur politique d'expansion territoriale.[7]

On en savait tellement peu au sujet du Nord-Ouest que les partisans de l'expansion avaient tendance à ne pas baser leurs arguments sur les ressources de celui-ci, mais plutôt sur la superficie de la région : un Canada plus grand serait un Canada plus fort. Les comparaisons avec d'autres nations, et particulièrement avec la Russie, étaient communes. « Très grand serait le pouvoir moral que nous obtiendrons en acquérant le territoire », un membre a souligné. « Nous aurions un territoire la moitié celui de la Russie et trente fois celui de l'Angleterre, de l'Écosse ou de l'Irlande réunis ».[8] L'opposition tournait au ridicule ce désir d'expansion pour plus ou moins les mêmes raisons. Joseph Howe de la Nouvelle-Écosse avait comparé le Canada à « un homme grand, de sept pieds de haut (Rires), à la poitrine mince et mal-jointée, il sait que s'il se mesurait avec lui, il pourrait le lancer par dessus son épaule en une demi-minute […] A-t-on jamais entendu dire qu'un autre pays au monde, comme le Canada, au territoire aussi vaste et à la population aussi maigre, ait proposé d'acheter des territoires pour s'agrandir ? ».[9] L'opposition tournait souvent en dérision le Nord-Ouest durant ces premières années en le qualifiant de « stérile », « infertile », « aride », « désert » et « de terre abandonnée ». Chose étonnante, un mot que nous pourrions nous attendre à voir invoqué – « sauvage » – a été plutôt réservé pour décrire les vastes terres largement inhabitées du Nouveau-Brunswick à travers desquelles le Canada était obligé de faire passer le chemin de fer Intercolonial. Ce territoire dans une province colonisée était, ironiquement, un « état sauvage » compréhensible. En comparaison, les terres dans le Nord-Ouest étaient largement méconnues.[10]

Les membres canadiens pouvaient débattre de l'acquisition du Nord-Ouest, mais le fait que c'était de la volonté de la Grande-Bretagne de voir ce transfert se produire et qu'elle le facilitait en apportant son soutien a assuré qu'il allait se produire. L'entente de 1868 a permis à la Compagnie de la Baie d'Hudson de garder 5 % de la région que l'explorateur Henry Hind avait nommé la « zone fertile » une décennie plus tôt. Mais pour une raison inconnue, le décret en conseil de 1870 qui avait officiellement sanctionné le transfert redéfinit cette zone, la prolongeant jusqu'à la frontière américaine. En termes de perception, ceci a signifié que la région entière des Prairies de l'ouest devenait considérée comme « fertile ». Mais en termes pratiques, cela signifiait que la Compagnie allait garder beaucoup plus de terres – approximativement cinq millions d'acres de territoire.[11] Le Nord-Ouest était à ce point une idée abstraite que personne au Parlement canadien n'a remarqué ce changement.

Alors que le transfert devint une affaire conclue, il ne restait plus grand-chose à l'opposition à opposer, alors elle se retrouva à maladroitement essayer de faire valoir que le Canada n'avait aucune idée à propos de ce qu'il venait d'acquérir. Le sénateur Jonathan McCully illustrait la position des libéraux lorsqu'il avait déclaré que : « On ne relève dans l'histoire aucun précédent de transfert d'un territoire aussi vaste au moyen d'un acte législatif, ou d'une cession d'un pays à l'autre, comparable à celle qui est proposée à la Puissance dans ces résolutions. […] Il ne pense pas pouvoir ajouter quoi que ce soit à ce qui a été dit, cependant il estime que le Sénat devrait consacrer plusieurs jours d'étude à cette question ».[12]

Pour sa part, le gouvernement de Macdonald soulignait que le transfert justifiait la Confédération. « Nous sommes fiers d'avoir réalisé tant de progrès depuis notre récente confédération » s'était exclamé Georges-Etienne Cartier. « Qui donc pourrait, dans les circonstances, soutenir que celle-ci n'a pas été une réussite ? ». Lorsque la Colombie-Britannique et Terre-Neuve se sont jointes ; « Nous pouvons dire que notre aménagement territorial est achevé ».[13] Mais l'expansion vers l'ouest ne s'avérerait pas être aussi facile que d'abord supposée. Les Métis résistèrent à la volonté souveraine du Canada sur la rivière Rouge, menant à la création du Manitoba en tant que province. Le Canada s'était engagé à construire le chemin de fer transcontinental afin de s'assurer que la Colombie-Britannique allait adhérer à la Confédération. Et l'ouverture de l'Ouest par l'arpentage, la colonisation et la construction du chemin de fer a permis de clairement démontrer que de grandes parties de ces terres n'étaient pas propices à l'agriculture, comme cela avait été supposé par les Canadiens de l'Est.

Pourtant, même lorsque les réalités de l'expansion devenaient manifestes dans les années 1870, l'optimisme des parlementaires par rapport à ce territoire qui venait d'être acquis augmentait. Par exemple, le qualificatif « zone fertile » devint beaucoup plus utilisé vers la fin des années 1870, et ce qui est encore plus révélateur est que cette notion devint synonyme avec toute la région des Prairies et même avec l'Ouest en entier. Les Débats nous démontrent que le Canada commençait à apprécier de plus en plus ce vaste arrière-pays – ne fût-ce que parce qu'il n'y avait aucun avantage à être pessimiste. Le gouvernement devait se montrer optimiste à ce sujet, puisqu'il faisait construire un chemin de fer à travers ces terres. L'opposition devait se montrer optimiste, puisqu'elle tentait de faire valoir que le consortium en charge de ce travail obtenait trop de bonnes terres en échange. Et, bien entendu, les expansions de la décennie précédente n'avaient pas affaibli la nouvelle nation, mais semblaient plutôt l'avoir renforcée. Et, fondamentalement, toutes ces terres formaient désormais le Canada. Le nationalisme demandait l'appréciation, et il y avait peu d'avantages à se montrer critique.

Cette nouvelle attitude s'était répandue en 1878 et était manifeste lorsque l'on demanda au Canada s'il voulait acquérir les terres en Arctique qui appartenaient formellement à la Grande-Bretagne. Le débat au Parlement au sujet de l'expansion nordique était très différent de celui qui s'était produit à propos de l'expansion dans le Nord-Ouest une décennie plus tôt. Bien que les membres en connaissaient encore moins à propos de ce territoire et qu'ils étaient encore moins convaincus que l'acquisition de celui-ci pouvait être avantageuse pour le pays, c'est uniquement un seul membre indépendant qui s'est exprimé contre son annexion. Le débat entier de la Chambre des communes autour de l'annexion de 1 % de la masse territoriale mondiale s'est déroulé en moins de six mille mots. On est arrivé à cette décision encore plus rapidement au Sénat. Dans la pétition qui a été remise à Sa Majesté demandant de procéder au transfert de l'Arctique de la Grande-Bretagne aux mains du Canada, les sénateurs « ont démontré leur accord avec la Chambre des communes en inscrivant "le Sénat et" dans les espaces vides ».[14]

Hector-Louis Langevin avait défendu l'acquisition de l'Arctique dans la Chambre des Communes en affirmant que « la grandeur future de ce Dominion et sa position sur le continent ont nécessité qu'à partir de la frontière des États-Unis jusqu'au Pôle Nord, s'étende le territoire canadien. […] il a été nécessaire de compléter et d'étendre nos frontières ».[15] Mais malgré ce que le Canada a accompli en prolongeant son Dominion dans sa première décennie, la complétion de ce processus – à la fois en termes de réalité et de perception – allait prendre beaucoup plus de temps. En terme de réalité, le Canada a graduellement colonisé le territoire en étendant le pouvoir de son État et par l'appropriation de ces ressources, mais l'engagement réel des Canadiens avec cette terre est demeuré beaucoup plus limité. Nous ne voulons pas vivre dans plusieurs de ses régions : une carte du Canada représentant la distribution de population en 1921 – les villes longent la frontière américaine, avec quelques villes situées un peu plus au nord dans les Prairies et certaines poches de populations au centre-sud de la Colombie-Britannique, au Québec et en Ontario – ressemble remarquablement à la distribution de la population de nos jours. Et en termes de perceptions, nous en sommes venus que très lentement à considérer toutes ces terres comme les nôtres. Les expressions désormais omniprésentes « d'un océan à l'autre » et « d'une côte à l'autre » semblent avoir entré dans le lexique canadien que dans les années 1960.[16]

Me plagiant moi-même, je reprends ici une de mes meilleures phrases : « Malgré le castor et Bieber, c'est pour son immensité que le Canada est le plus connu ».[17] Le passage du temps nous donne l'impression que la taille de notre pays est naturelle, mais il convient de nous rappeler et d'enseigner aux Canadiens que cette taille n'est pas un acquis intemporel, mais a plutôt été le produit de notre histoire. Et c'est une histoire où la Confédération occupe une grande place.

Canadian Museum *of* Immigration at Pier 21
Musée canadien *de* l'immigration du Quai 21





Nouveaux programmes d'éducation et nouvelles expositions étendues débutant en mai 2015

Visitez le site quai21.ca pour plus de détails sur la façon de présenter une demande au
Fonds de bourses pour l'éducation Ruth Goldbloom

Musée canadien de l'immigration du Quai 21 | Numéro sans frais : 1-855-526-4721 | Learn@pier21.ca
1055 chemin Marginal, Halifax, NÉ B3H 4P7

Canada

NOTES

1 Charles Mair, "The North-West: The Great Riches of the Territory…" *The Globe*, 28 May 1869. Pour un exemple, voir Carl Berger, *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914* (Toronto: University of Toronto, 1970), 56.

2 Doug Owram *Promise of Eden: The Canadian Expansionist Movement and the Idea of the West 1856-1900* (Toronto: University of Toronto Press, 1980).

3 Débats historiques du Parlement du Canada, http://parl.canadiana.ca.

4 Dans les premiers débats après la Confédération, il y a une honnêteté peu commune et l'absence de ce nationalisme instinctif qui par la suite s'est répandu au sein du Parlement. Une des premières réunions du Sénat, par exemple, s'est close avec l'exclamation subite de John Sewall Sanborn que « Certains sénateurs se sont montrés très enthousiastes au sujet des ressources du Dominion. Mais l'orateur n'ignore pas non plus ses lacunes. La géographie du pays et son climat posent des difficultés ». Le 11 novembre 1867, Débats du Sénat, 1ère Législature, 1ère Session, Vol.1 : 9.

5 Charles Fisher, 8 novembre 1867, Débats de la Chambre des communes, 1ère Législature, 1ère Session, Vol.1 : 8. Weymss Simpson avait également soulevé la question de la menace du Canada « de se faire prendre » par les Américains. 6 avril 1869, Débats de la Chambre des communes, 1ère Législature, 2e Session, Vol.1 : 5.

6 William McDougall, 6 décembre 1867, Débats de la Chambre des communes, 1ère Législature, 1ère Session, Vol.1 : 203.

7 John O'Connor, 11 décembre 1867, Débats de la Chambre des communes, 1ère Législature, 1ère session, Vol.1 : 252. Le sentiment s'est propagé de l'autre côté : voir les propos du Libéral Dr. Thomas Sutherland Parker, 5 décembre 1867, Débats de la Chambre des communes, 1ère Législature, 1ère Session, Vol.1 : 190. William Miller allait aussi loin que de proposer que le Canada devrait suivre l'exemple des États-Unis en développant une doctrine de destin manifeste… : « M. Miller ne peut s'empêcher de penser qu'eux aussi se doivent d'avoir leur destin manifeste non pas un destin fait d'injustice, d'agression ou d'expansion aux dépens des voisins mais un destin plus juste et plus noble ». 3 avril 1871, Débats du Sénat, 1ère Législature, 4e Session : 185.

8 Robert Harrison, 5 décembre 1867, Débats de la Chambre des Communes, 1ère Législature, 1ère session : Vol.1 : 194. Quatre ans plus tard, le sénateur Robert Dickey notait qu'alors que la guerre franco-allemande avait été combattue sur « …une petite bande de terrain sur la rive gauche du Rhin », le Canada « notre pays a annexé, dans la paix, une région presque une fois et demie grande comme l'Europe ». et, en intégrant la Colombie-Britannique, annexait un territoire de la taille de la France. 3 April 1871, Débats du Sénat, 1ère Législature, 4e session.

9 Howe, 6 décembre 1867, Débats de la Chambre des communes, 1ère Législature, 1ère session, Vol.1 : 206. Howe comparait également le Canada à un garçon tentant de porter des chaussures de la pointure d'un homme et à une grenouille tentant de se gonfler pour augmenter sa taille de façon à devenir de la taille d'un bœuf. (4 décembre 1867, Débats de la Chambre des communes, 1ère Législature, 1ère session, Vol.1 : 181) Le futur premier ministre Alexandre Mackenzie s'était moqué en 1870 de l'idée du petit Manitoba obtenant son propre gouvernement comme si c'était une idée tout droit sortie des Voyages de Gulliver. 2 mai 1870, Débats de la Chambre des communes, 1ère Législature, 3e session, Vol.1 : 1306.

10 De même, à cette époque, le mot « frontière » était beaucoup plus souvent employé en référence à la frontière séparant les États-Unis et Canada à l'Est qu'en référence au Nord-Ouest, ou après son acquisition, à la frontière des États-Unis/Canada qui se trouve là. Un chemin proposé pour l'Intercolonial qui longeait le Maine avait été surnommé la route de la « frontière ».

11 Merci à Bill Waiser pour l'information concernant le décret en conseil de 1870.

12 McCully, 31 mai 1869, *Débats du Sénat*, 1ère Législature, 2e session : 229.

13 Cartier, 28 mai 1869, Débats de la Chambre des communes, 1ère Législature, 2e session, Vol.1 : 485. Lorsqu'il a terminé son discours, selon les Débats, «… le vaillant baronnet, après un discours ovationné d'une heure et demie, a repris son siège ».

14 3 mai 1878, Débats du Sénat, 3e Législature, 5e session, Vol.1 : 903.

15 Langevin, 3 mai 1878, Débats de la Chambre des communes, 1ère Législature, 3e session, Vol.1 : 2391.

16 Par exemple, le premier usage connu de l'expression « d'un océan à l'autre » au Parlement avait été fait par Gene Rhéaume le 30 mars 1965, Débats de la Chambre des Communes 26e Législature, 2e session, Vol.12 : 12968. D'ici les années 1990, cette expression était devenue utilisée environ dix fois par année. Rhéaume devait être noté, représentait les Territoires-du-Nord-Ouest. On lui doit également la première instance de l'utilisation de « d'une côte à l'autre ».

17 Alan MacEachern, "A Little Essay on Big: Towards a History of Canada's Size," dans "Big Country, Big Issues: Canada's Environment, Culture, and History," Nadine Klopfer and Christof Mauch, eds. *Rachel Carson Center Perspectives* 2011 /4, http://www.environmentandsociety.org/sites/default/files/2011_4_big_country.pdf.